

Priorisation du Plan Air Climat Energie - Feuilles de route 2025 et 2026

N° de l'action	Feuille de route 2025	Feuille de route 2026	FDR 2025	FDR 2026	Ministre(s)	Compétence(s)	Statut de mise en œuvre 2025	Statut de mise en œuvre 2026
235	L'accompagnement des secteurs en matière de formation, d'emploi et de reconversion vers les techniques renouvelables sera renforcé.	L'accompagnement des secteurs en matière de formation, d'emploi et de reconversion vers les techniques renouvelables sera renforcé.	Non	Oui	Pierre-Yves JEHOLET	Formation, Emploi	En cours	En cours
235	Interdire l'installation de chaudières au charbon ou au mazout pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire des bâtiments neufs au 1er janvier 2026. Cette mesure d'interdiction de s'équiper d'un système de chauffage fonctionnant au mazout à partir du 1er janvier 2026 ne s'applique pas aux projets de construction qui ont obtenu un permis d'urbanisme ou permis unique définitif délivré au maximum dans les six mois après la publication de l'arrêté faisant entrer en vigueur la mesure, et ce même si la réalisation effective de la construction est postérieure à la date du 1er janvier 2026. Lors du remplacement d'installations de chauffage et d'eau chaude sanitaire au mazout ou au charbon dans un bâtiment existant, interdiction de remplacer par un nouveau système au mazout ou au charbon à partir du 31 décembre 2030. Cette mesure d'interdiction de s'équiper d'un système de chauffage fonctionnant au charbon ou au mazout à partir du 31 décembre 2030 ne s'applique pas aux projets de rénovation qui ont obtenu un permis d'urbanisme ou permis unique définitif délivré au maximum dans les six mois après la publication de l'arrêté faisant entrer en vigueur la mesure, et ce même si la réalisation effective de la rénovation est postérieure à la date du 31 décembre 2030. Le raccordement au gaz naturel restera autorisé transitoirement, sans extension du réseau de distribution. Lors de la traduction des calendriers ci-dessus en textes légaux, il sera tenu compte d'éventuelles exceptions pour impossibilité technico-économique (par exemple : manque de place, contraintes techniques liées aux aspects classés des biens patrimoniaux, etc.). Concernant le remplacement de systèmes de chauffage et d'eau chaude sanitaire fonctionnant au mazout ou au charbon, une série de mesures spécifiques sera analysée et le cas échéant mise en œuvre afin de compenser l'impact CO2 du report de l'interdiction initialement prévue. Parmi ces mesures, il est envisagé de : - Interdire le remplacement d'un système de chauffage par un système fonctionnant au mazout pour les habitations pouvant se raccorder au réseau de gaz existant ; - Imposer l'intégration d'un pourcentage de biocarburants dans la consommation de toutes les chaudières fonctionnant au mazout ; - etc.	Interdiction d'installation ou remplacement d'un générateur de chaleur/mazout ou charbon dans les bâtiments existants à partir du 31 décembre 2030.	Oui	Non	Cécile NEVEN	Energie	En cours	Implémenté
241	Dans le cadre de la Directive "Paquet gaz", les gestionnaires de réseau établiront un plan de décommissionnement de leur réseau de gaz.	Dans le cadre de la Directive "Paquet gaz", les gestionnaires de réseau établiront un plan de décommissionnement de leur réseau de gaz.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
387	Sur base des résultats de la stratégie intervectorielle et si la filière confirme un potentiel futur, établir un cadre juridique et administratif pour permettre le développement de filières de production d'hydrogène bas carbone en Wallonie. Cette mesure implique la clarification des compétences entre fédéral et région notamment.	Sur base des résultats de la stratégie intervectorielle et si la filière confirme un potentiel futur, établir un cadre juridique et administratif pour permettre le développement de filières de production d'hydrogène bas carbone en Wallonie. Cette mesure implique la clarification des compétences entre fédéral et région notamment.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Climat	En cours	En cours
396	Établir un marché du transport de CO ₂ en Wallonie en mettant en œuvre le décret wallon dédié et en assurant une coordination interrégionale.	Établir un marché du transport de CO ₂ en Wallonie en mettant en œuvre le décret wallon dédié et en assurant une coordination interrégionale.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Climat	En cours	En cours
399	Poursuivre le soutien aux projets de capture et de réutilisation du CO ₂ et examiner les moyens de les faire évoluer, notamment dans le cadre de l'évaluation globale des dispositifs de soutien.	Soutenir la mise en place de projets de capture, de transport, de stockage et de réutilisation du CO ₂ et examiner les moyens de les faire évoluer, notamment dans le cadre de l'évaluation globale des dispositifs de soutien.	Oui	Oui	Cécile NEVEN; Pierre-Yves JEHOLET	Climat, Recherche	En cours	En cours
776	Une étude cartographique wallonne (Walscan) va démarrer prochainement. Bien que celle-ci n'a pas pour objet d'analyser le potentiel de séquestration du CO ₂ dans le sous-sol wallon, l'analyse pourrait néanmoins permettre de relever indirectement le potentiel wallon en identifiant des sites favorables.	Une étude cartographique wallonne (Walscan) va démarrer prochainement. Bien que celle-ci n'a pas pour objet d'analyser le potentiel de séquestration du CO ₂ dans le sous-sol wallon, l'analyse pourrait néanmoins permettre de relever indirectement le potentiel wallon en identifiant des sites favorables.	Oui	Oui	Cécile NEVEN; Yves COPPIETERS; François DESQUESNES	Environnement, ADT, climat	Non entamé	En cours
242	Un plan d'action pour la suppression progressive des subsides directs aux combustibles fossiles sera élaboré, en s'appuyant sur un cadastre et sur les initiatives existantes et pour autant qu'il existe des alternatives durables.	Un plan d'action pour la suppression progressive des subsides directs aux combustibles fossiles sera élaboré, en s'appuyant sur un cadastre et sur les initiatives existantes et pour autant qu'il existe des alternatives durables.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
259	Le Gouvernement définira un programme de soutien calibré et hiérarchisé des filières. De nouveaux mécanismes de soutien aux filières renouvelables seront mis en place tels que les contrats pour la différence (contract for difference) ou encore les contrats d'achat d'énergie (power purchase agreement).	Le Gouvernement définira un programme de soutien calibré et hiérarchisé des filières. De nouveaux mécanismes de soutien aux filières renouvelables seront mis en place tels que les contrats pour la différence (contract for difference) ou encore les contrats d'achat d'énergie (power purchase agreement).	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
284	Mettre en place un mécanisme de soutien aux consommateurs résidentiels pour le déploiement d'installations de chaleur renouvelable.	Mettre en place un mécanisme de soutien aux consommateurs résidentiels pour le déploiement d'installations de chaleur renouvelable (PAC - chaudière biomasse).	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En retard	En cours
371	Le Gouvernement définira un programme de soutien calibré et hiérarchisé des filières. De nouveaux mécanismes de soutien aux filières renouvelables seront mis en place tels que les contrats pour la différence (contract for difference) ou encore les contrats d'achat d'énergie (power purchase agreement).	Le Gouvernement définira un programme de soutien calibré et hiérarchisé des filières. De nouveaux mécanismes de soutien aux filières renouvelables seront mis en place tels que les contrats pour la différence (contract for difference) ou encore les contrats d'achat d'énergie (power purchase agreement).	Oui	Fusionnée avec mesure 259	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
245	Monitorer l'impact des mesures de la Pax Eolienica II et, en fonction des résultats du monitoring, mettre à jour de la Pax Eolienica II.	Monitorer l'impact des mesures de la Pax Eolienica II et, en fonction des résultats du monitoring, mettre à jour de la Pax Eolienica II.	Oui	Oui	Cécile NEVEN; François DESQUESNES; Yves COPPIETERS	Energie, ADT, Pouvoirs locaux, Environnement	En cours	En cours
770	Mettre en œuvre l'obligation de renouvelable dans les nouveaux bâtiments et dans les rénovations assimilées à du neuf conformément aux directives européennes 2018/2001, 2023/2413 et 2024/1275.	Mettre en œuvre l'obligation de renouvelable dans les nouveaux bâtiments et dans les rénovations importantes conformément à la directive EC 2018/2001.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
291	Sensibiliser les gestionnaires de recyparcs (intercommunales) en vue d'analyser les possibilités de raffiner le tri et la valorisation locale de la biomasse-énergie des recyparcs (plus d'économie circulaire et moins de pollution des matières).	Sensibiliser les gestionnaires de recyparcs (intercommunales) en vue d'analyser les possibilités de raffiner le tri et la valorisation locale de la biomasse-énergie des recyparcs (plus d'économie circulaire et moins de pollution des matières).	Oui	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	Non entamé	En cours
292	Elaborer un cadre régissant l'usage de la biomasse (toutes sources confondues) à des fins énergétiques.	Elaborer un cadre régissant l'usage de la biomasse (toutes sources confondues) à des fins énergétiques.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
298	Créer le cadre légal pour les biogaz en lien avec le cadre et le calendrier européens. Evaluer l'opportunité d'un mécanisme de financement de la production de biogaz, biométhane et gaz de mine, non restreint à la production d'électricité, et le cas échéant le mettre en place. Cette action sera développée en cohérence avec l'action 259, et sans entrer en concurrence avec l'usage premier nourricier des terres agricoles.	Créer le cadre légal pour les biogaz en lien avec le cadre et le calendrier européens. Evaluer l'opportunité d'un mécanisme de financement de la production de biogaz, biométhane et gaz de mine, non restreint à la production d'électricité, et le cas échéant le mettre en place. Cette action sera développée en cohérence avec l'action 259, et sans entrer en concurrence avec l'usage premier nourricier des terres agricoles.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
256	Dans le cadre de la création des pôles locaux, mettre en place un guichet unique pour guider les citoyens quant aux soutiens disponibles pour assurer la rénovation de leur habitation et les renseigner sur les opérateurs du secteur.	Dans le cadre de la création des pôles locaux, mettre en place un guichet unique pour guider les citoyens quant aux soutiens disponibles pour assurer la rénovation de leur habitation et les renseigner sur les opérateurs du secteur.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours

256	Les différentes politiques de lutte contre la précarité énergétique doivent être évaluées et rassemblées dans l'objectif d'être plus efficaces et de mieux soutenir les ménages. Les cadres normatif, réglementaire, tarifaire et administratif relatifs aux partages d'énergie (communautés d'énergie, etc.) doivent être simplifiés et complétés afin de permettre l'exploitation du plein potentiel des différents modèles de partage. Le potentiel des entreprises, des associations et des pouvoirs publics sera pleinement exploité dans ce nouveau cadre. Le cadre réglementaire relatif à l'échange de pair à pair sera arrêté dans les plus brefs délais.	Les différentes politiques de lutte contre la précarité énergétique doivent être évaluées et rassemblées dans l'objectif d'être plus efficaces et de mieux soutenir les ménages. Les cadres normatif, réglementaire, tarifaire et administratif relatifs aux partages d'énergie (communautés d'énergie, etc.) doivent être simplifiés et complétés afin de permettre l'exploitation du plein potentiel des différents modèles de partage. Le potentiel des entreprises, des associations et des pouvoirs publics sera pleinement exploité dans ce nouveau cadre. Le cadre réglementaire relatif à l'échange de pair à pair sera arrêté dans les plus brefs délais.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
256	En concertation avec toutes les parties prenantes, le Gouvernement prend des mesures pour prévenir les cas de surs tension (décrochages d'onduleurs) et sous-tension. Cela porte tant sur les mesures visant à limiter les décrochages (cartographie renforcée et évolutive) que sur les investissements prioritaires ou encore des incitants à la mise en place de solutions de flexibilité locale et de stockage. En cas de préjudice avéré et objectif, le Gouvernement veillera à ce qu'une indemnité proportionnelle soit prévue.	En concertation avec toutes les parties prenantes, le Gouvernement prend des mesures pour prévenir les cas de surs tension (décrochages d'onduleurs) et sous-tension. Cela porte tant sur les mesures visant à limiter les décrochages (cartographie renforcée et évolutive) que sur les investissements prioritaires ou encore des incitants à la mise en place de solutions de flexibilité locale et de stockage. En cas de préjudice avéré et objectif, le Gouvernement veillera à ce qu'une indemnité proportionnelle soit prévue.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
301	Pérenniser les mécanismes de certification (notamment via la formation RESCert) pour les installateurs de SER.	Pérenniser les mécanismes de certification (notamment via la formation RESCert) pour les installateurs de SER.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
267	Adapter le cadre juridique autour des solutions de flexibilité de la demande et de stockage (décret électricité).	Adapter le cadre juridique autour des solutions de flexibilité de la demande et de stockage (décret électricité).	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
269	Mettre en place un soutien (subvention aux GRD) pour la smartisation des réseaux.	Mettre en place un soutien (subvention aux GRD) pour la smartisation des réseaux.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
261	Evaluer les cadres légaux et administratifs afin d'identifier les barrières existantes au déploiement des accords d'achat d'électricité (PPA's), et mettre en place si nécessaire un cadre facilitateur et/ou adapter le cadre légal	Evaluer les cadres légaux et administratifs afin d'identifier les barrières existantes au déploiement des accords d'achat d'électricité (PPA's), et mettre en place si nécessaire un cadre facilitateur et/ou adapter le cadre légal.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
759	Prévoir l'interopérabilité de l'échange des données dans le cadre du partage d'énergie, en collaboration avec les gestionnaires de réseaux, ainsi qu'une plateforme des données commune à tous les gestionnaires	Prévoir l'interopérabilité de l'échange des données dans le cadre du partage d'énergie, en collaboration avec les gestionnaires de réseaux, ainsi qu'une plateforme des données commune à tous les gestionnaires.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
312	Mener une réflexion sur le coût de l'énergie, le financement des réseaux et de la transition énergétique en objectivant et hiérarchisant ces éléments afin de parvenir au coût sociétal optimum.	Mener une réflexion sur le coût de l'énergie, le financement des réseaux et de la transition énergétique en objectivant et hiérarchisant ces éléments afin de parvenir au coût sociétal optimum.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
761	Dans le cadre de la mise en place des pôles locaux du logement et de l'Agence de l'Habitation, adapter les dispositifs d'accompagnement des ménages existants (tuteurs énergie, EIW, SRME, 1718, etc.) en fonction des besoins territoriaux (par ex. absence d'acteurs) et/ou contextuels (par ex. inondations), dans une logique de renforcement de la complémentarité et en assurant une mutualisation des ressources où c'est possible.	Dans le cadre de la mise en place des pôles locaux du logement et de l'Agence de l'Habitation, adapter les dispositifs d'accompagnement des ménages existants (tuteurs énergie, EIW, SRME, 1718, etc.) en fonction des besoins territoriaux (par ex. absence d'acteurs) et/ou contextuels (par ex. inondations), dans une logique de renforcement de la complémentarité et en assurant une mutualisation des ressources où c'est possible.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
381	Mettre en place un calendrier de rénovation pour les bâtiments résidentiels et tertiaires permettant de respecter les obligations européennes. Une réflexion sera menée afin de mettre en place des incitants fiscaux en cas de réalisation de certains travaux de rénovation pour mobiliser les investissements privés. Le Gouvernement orientera les financements et aides à la rénovation vers des prêts et des garanties afin de rendre cette politique soutenable budgétairement. Le tiers investissement et les financements alternatifs mobilisant l'investissement privé seront également étudiés et encouragés. Les différentes politiques intégreront la situation financière des ménages, notamment les plus précarisés. Les rénovations par quartier et les copropriétés feront l'objet d'une attention particulière.	Mettre en place un calendrier de rénovation pour les bâtiments résidentiels et tertiaires plaçant la Wallonie sur la trajectoire de la neutralité carbone en 2050.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
381	Conformément aux exigences européennes, renforcer la qualité et la fiabilité des certificats de performance énergétique (PEB).	Conformément aux exigences européennes, renforcer la qualité et la fiabilité des certificats de performance énergétique (PEB).	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En retard	En cours
381	Intégrer les particularités des copropriétés au régime global de soutien à la rénovation des logements.	Intégrer les particularités des copropriétés au régime global de soutien à la rénovation des logements.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
322	Encadré par l'arrêté du 8 mars 2012, la mesure VESTA a pour objectif de financer des sociétés à finalité sociale actives dans le secteur immobilier afin de remettre sur le marché locatif des logements après transformation ou rénovation.	Encadré par l'arrêté du 8 mars 2012, la mesure VESTA a pour objectif de financer des sociétés à finalité sociale actives dans le secteur immobilier afin de remettre sur le marché locatif des logements après transformation ou rénovation.	Oui	Non	Yves COPPIETERS	Economie sociale	En cours	Implémenté
251	Formuler et mettre en œuvre un plan de rénovation des logements publics pour atteindre le label A décarboné, et mettre en place des mécanismes d'aide à l'investissement spécifiques pour les logements d'utilité publique, en lien avec la performance énergétique.	Mettre en œuvre un plan de rénovation des logements publics, et mettre en place des mécanismes d'aide à l'investissement spécifiques pour les logements sociaux, en lien avec la performance énergétique.	Oui	oui	Cécile NEVEN	Logement	En cours	En cours
324	Mettre en place un guichet unique au sein de l'Agence wallonne de l'Habitation chargée de coordonner les initiatives au sein de chaque pôle local du logement à destination de tous les acteurs concernés par la rénovation de logements Evaluer et le cas échéant réviser le cadre relatif à l'accompagnement des pouvoirs locaux afin d'accélérer le rythme de rénovation du bâti public.	Mettre en place un guichet unique au sein de l'Agence wallonne de l'Habitation chargée de coordonner les initiatives au sein de chaque pôle local du logement à destination de tous les acteurs concernés par la rénovation de logements Evaluer et le cas échéant réviser le cadre relatif à l'accompagnement des pouvoirs locaux afin d'accélérer le rythme de rénovation du bâti public.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
769	Identifier les éventuels incitants fiscaux pertinents qui permettent de stimuler la rénovation énergétique.	Identifier les éventuels incitants fiscaux pertinents qui permettent de stimuler la rénovation énergétique.	Oui	Oui	Cécile NEVEN; Adrien DOLMONT	Fiscalité	Non entamé	En cours
329	Intégrer une feuille de route au certificat PEB (= certificat PEB +) et poursuivre la promotion et le développement du Passeport Bâtiment.	Intégrer une feuille de route au certificat PEB (= certificat PEB +) et poursuivre la promotion et le développement du Passeport Bâtiment.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
734	Etablir une ligne de conduite et de communication globale pour intégrer l'installation de systèmes d'énergies renouvelables en étudiant toutes les options envisageables en cohérence avec la conservations des valeurs patrimoniales du bien.	Alliance Patrimoine-Emploi 2.0	Oui	Oui	Valérie LESCRENIER	Patrimoine	En cours	En cours
737	Mise en place d'un accompagnement des comités de pilotage et projets de réhabilitation par un référent "énergie".	Mise en place d'un accompagnement des comités de pilotages et projets de réhabilitation par un référent "énergie".	Oui	Oui	Valérie LESCRENIER	Patrimoine	En cours	En cours
331	S'assurer que les plans d'action et le taux d'exécution des recommandations soient publiés dans le rapport annuel des entreprises, et à ce qu'ils soient mis à la disposition du public, sous réserve du droit protégeant les secrets commerciaux et les secrets d'affaires ainsi que la confidentialité.	Le dispositif des conventions carbone pousse les entreprises adhérentes à se fixer des objectifs précis, ambitieux et à s'engager à les respecter.* Ce dispositif s'inscrit dans le green deal : zéro émission carbone d'ici 2050 avec un objectif intermédiaire en 2030 à -55% par rapport à 1990. L'objectif fixé est d'augmenter le nombre d'adhérents. Grace à cet outil, nous disposons d'audits énergétiques précis permettant un suivi de chacun dans l'atteinte des objectifs visés.	Oui	Non	Cécile NEVEN	Energie	Implémenté	Implémenté
340	Faciliter la mise en place de plans carbone par les PME.	Faciliter la mise en place de plans carbone par les PME.	Oui	Non	Cécile NEVEN; Pierre-Yves JEHOLET	Climat, Economie	Implémenté	Implémenté
341	Offrir un guichet unique pour soutenir l'accompagnement des entreprises dans leurs enjeux de décarbonation	Offrir un guichet unique pour soutenir l'accompagnement des entreprises dans leurs enjeux de décarbonation	Oui	Non	Cécile NEVEN; Pierre-Yves JEHOLET	Energie	En cours	Implémenté
346	Améliorer l'efficacité énergétique des process industriels et tertiaires en conditionnant les aides UDE.	Améliorer l'efficacité énergétique des process industriels et tertiaires en conditionnant les aides UDE.	Oui	Non	Pierre-Yves JEHOLET; Cécile NEVEN	Economie, Energie	Implémenté	Implémenté
348	Mettre en place un incitant pour les entreprises qui disposent d'une source de chaleur fatale.	La mesure vise à créer un incitant, notamment réglementaire et non financier, destiné à encourager les entreprises disposant de chaleur fatale à la valoriser sur site ou via un réseau de chaleur, en tenant compte de leur statut ETS/ADB et en cohérence avec les Communautés d'énergie.	Oui	Oui	Cécile NEVEN; Pierre-Yves JEHOLET	Energie	En cours	En cours
351	Développer la flexibilité via la gestion de la demande et du stockage de l'énergie en entreprise.	Mettre en place un cadre permettant le développement de la flexibilité via la gestion de la demande et du stockage de l'énergie en entreprise.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Energie	En cours	En cours
654	Doter le futur outil économique et financier de la Région wallonne d'une politique ESG.	Doter le futur outil économique et financier de la Région wallonne d'une politique ESG	Oui	Non	Pierre-Yves JEHOLET	Economie	Implémenté	Implémenté

357	Maintenir le dispositif Easy'green et amplifier son action pour soutenir les entreprises dans la réduction de leur empreinte carbone (énergie/économie circulaire/eau/ réfrigération...).	Maintenir le dispositif Easy'green et amplifier son action pour soutenir les entreprises dans la réduction de leur empreinte carbone (énergie/économie circulaire/eau/ réfrigération...).	Oui	Non	Pierre-Yves JEHOLET; Cécile NEVEN	Climat, Economie	En cours	Implémenté
386	Revoir le système d'octroi de primes à l'investissement d'équipements frigorifiques pour l'inclure dans une solution de financement axée éco-efficacité.	Revoir le système d'octroi de primes à l'investissement d'équipements frigorifiques pour l'inclure dans une solution de financement axée éco-efficacité.	Oui	Non	Cécile NEVEN; Pierre-Yves JEHOLET	Climat	Implémenté	Implémenté
370	Intégrer des objectifs et des mesures relatifs à la numérisation durable dans la nouvelle stratégie Digital Wallonia	Intégrer des objectifs et des mesures relatifs à la numérisation durable dans la nouvelle stratégie Digital Wallonia	Oui	Oui	Pierre-Yves JEHOLET	Numérique	En cours	En cours
699	Sensibilisation du grand public à l'impact énergétique et climatique du numérique.	Sensibilisation du grand public à l'impact énergétique et climatique du numérique.	Oui	Non	Pierre-Yves JEHOLET; Cécile NEVEN	Numérique	Implémenté	Implémenté
707	Mise en place d'un cadre d'incitation aux investissements dans un numérique bas carbone.	Mise en place d'un cadre d'incitation aux investissements dans un numérique bas carbone.	Oui	Non	Pierre-Yves JEHOLET	Numérique	En cours	Implémenté
709	Soutien aux projets de développement et/ou diffusion d'outils numériques favorisant la transition écologique (IT for Green).	Soutien aux projets de développement et/ou diffusion d'outils numériques favorisant la transition écologique (IT for Green).	Oui	Oui	Pierre-Yves JEHOLET	Numérique	En cours	En cours
248	Développer des écosystèmes circulaires territoriaux à fort impact dans les filières prioritaires	Développer des écosystèmes circulaires territoriaux à fort impact dans les filières prioritaires	Oui	Non	Pierre-Yves JEHOLET	Economie	Implémenté	Implémenté
249	Concentrer et coordonner les leviers publics, notamment de planification, réglementaires et financiers, au service des projets circulaires à fort impact	Concentrer et coordonner les leviers publics, notamment de planification, réglementaires et financiers, au service des projets circulaires à fort impact	Oui	Oui	Pierre-Yves JEHOLET; Yves COPPIETERS	Ressources naturelles & Environnement, Economie circulaire	En cours	En cours
406	Toujours en lien avec le cercle vertueux de l'économie circulaire.	Amplifier la politique de tri à la source et le meilleur traitement des déchets - Maximiser les possibilités de réemploi, de recyclage et d'autres formes de valorisation des déchets	Oui	Oui	Yves COPPIETERS	Ressources naturelles & Environnement, Economie circulaire	En cours	En cours
409	Interdire l'incinération des déchets sans pré-traitement ou en raison du fait qu'ils sont susceptibles d'être valorisés (réemploi, recyclage, etc.)	Interdire l'incinération des déchets sans pré-traitement ou en raison du fait qu'ils sont susceptibles d'être valorisés (réemploi, recyclage, etc.)	Oui	Oui	Yves COPPIETERS	Ressources naturelles & Environnement	En cours	En cours
410	Réfléchir et développer une stratégie destinée à récupérer au maximum les métaux et les matières premières critiques.	Réfléchir et développer une stratégie destinée à récupérer au maximum les métaux et les matières premières critiques.	Oui	Oui	Yves COPPIETERS; Pierre-Yves JEHOLET	Ressources naturelles & Environnement, Economie circulaire	En cours	En cours
411	Etablir et mettre en œuvre une feuille de route en matière de planification des infrastructures de gestion des déchets (CET, UVE, unités de biométhanisation, recyparcs...), qui tienne compte des besoins résiduels de gestion et des capacités disponibles, afin de déterminer les options les plus efficaces pour le plan environnemental et économique	Etablir et mettre en œuvre une feuille de route en matière de planification des infrastructures de gestion des déchets (CET, UVE, unités de biométhanisation, recyparcs...), qui tienne compte des besoins résiduels de gestion et des capacités disponibles, afin de déterminer les options les plus efficaces pour le plan environnemental et économique	Oui	Oui	Yves COPPIETERS	Ressources naturelles & Environnement	En cours	En cours
416	Etablir un cadre permettant le développement raisonné de la biométhanisation en évitant de potentielles dérives.	Il s'agit de travailler en collaboration avec VALBIOM dans le cadre de leur convention pluriannuelle pour développer la biométhanisation dans le milieu agricole et l'utilisation des effluents d'élevages dans la biométhanisation. VALBIOM travaillera avec le CRA-W.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Environnement, Agriculture et Climat	Non entamé	En cours
764	Encadrement et conseil des projets de biométhanisation par Valbiom dans le cadre du projet de convention cadre BioMaSer	1) Apporter toutes les connaissances à la filière pour lui permettre d'atteindre les objectifs du plan RePowerEU. 2) Assurer le plan d'approvisionnement des biométhanisations pour produire davantage de biométhane. 3) Proposition d'un cadre permettant de concilier la production de cultures énergétiques et de cultures fourragères 4) Sensibilisation, veille technologique et soutien technique aux porteurs de projets. Dans le cadre de l'action 3.2.2 "production de biomasse - durabilité et transformation", il est prévu de permettre à une exploitation agricole avec Unité de biométhanisation de faire valoir ses bonnes pratiques environnementales. Dans ce cadre, le projet vise aussi à collaborer avec le CRA-W et l'outil DECIDE pour permettre à la biométhanisation d'être prise en compte. Ensuite, les formations aux agents des structures d'encadrement seront prévues par le CRA pour faciliter l'adhésion à l'outil qui sera certifié. Les résultats des bilans réalisés en exploitation seront groupés en une base de données unique afin d'avoir une vue globale de la situation wallonne et de développer une stratégie "durabilité" globale pour le secteur agricole wallon.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture, Energie	Non entamé	En cours
415	Soutenir tous les acteurs, en ce compris les agriculteurs, dans l'installation d'un digesteur (biométhanisation)	Soutenir tous les acteurs, en ce compris les agriculteurs, dans l'installation d'un digesteur (biométhanisation)	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture	En cours	En cours
429	Soutenir les agriculteurs pour réduire volontairement les intrants sur certaines parcelles agricoles : Eco-régime "réduction d'intrants"	Soutenir les agriculteurs pour réduire volontairement les intrants sur certaines parcelles agricoles : Eco-régime "réduction d'intrants"	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture	En cours	En cours
431	Soutenir les agriculteurs pour les cultures volontaires avec faibles apports en azote : Soutien couplé aux protéagineux	Soutenir les agriculteurs pour les cultures volontaires avec faibles apports en azote : Soutien couplé aux protéagineux	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture	En cours	En cours
433	Réglementer les conditions de stockage des effluents d'élevage avant épandage	Passage en Gouvernement de PGDAbis en 04/2026 puis PGDA4Ter 06/2026	Oui	Non	Yves COPPIETERS	Environnement	Implémenté	Implémenté
440	Mettre en œuvre des projets de relocalisation alimentaire	Mise en œuvre des projets 198, 199 et 200 du PNRR qui soutiennent des projets d'infrastructures visant à recentrer la production alimentaire en Wallonie sur la période 2023-2026.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ; Yves Coppieters	Environnement, Economie sociale et Action sociale	En cours	En cours
443	Développer la proposition d'une alimentation plus durable dans les cantines en amplifiant le Green Deal Cantines durables visant à l'augmentation de la consommation de produits locaux et/ou issus de l'agriculture biologique wallonne	Développer la proposition d'une alimentation plus durable dans les cantines en amplifiant le Green Deal Cantines durables visant à l'augmentation de la consommation de produits locaux et/ou issus de l'agriculture biologique wallonne	Oui	Oui	Yves COPPIETERS; Anne-Catherine DALCQ	Alimentation	En cours	En cours
444	Reconstituer une forêt plus résiliente, composée d'essences diversifiées et adaptées au changement climatique, en encourageant les propriétaires forestiers publics et privés à régénérer leurs forêts tout en favorisant le développement de pratiques durables, en tenant compte du fichier écologique des essences	Reconstituer une forêt plus résiliente, composée d'essences diversifiées et adaptées au changement climatique, en encourageant les propriétaires forestiers publics et privés à régénérer leurs forêts tout en favorisant le développement de pratiques durables, en tenant compte du fichier écologique des essences.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Forêt	En cours	En cours
445	Encourager le boisement, la plantation d'éléments ligneux et l'agroforesterie.	Encourager le boisement, la plantation d'éléments ligneux et l'agroforesterie.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Nature	En cours	En cours
449	Préserver les haies et bandes boisées existantes en zone agricole (conditionnalité BCAA 8).	Préserver les haies et bandes boisées existantes en zone agricole (conditionnalité BCAA 8).	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture	En cours	En cours
450	Soutenir les agriculteurs pour le maintien et la plantation d'éléments favorables à la biodiversité dont les arbres et les haies.	Soutenir les agriculteurs pour le maintien et la plantation d'éléments favorables à la biodiversité dont les arbres et les haies.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture	En cours	En cours
451	Suivre le Code forestier qui impose, pour toute régénération artificielle, le choix d'essences en adéquation avec les conditions de la station forestière, selon le fichier écologique des essences.	Suivre le Code forestier qui impose, pour toute régénération artificielle, le choix d'essences en adéquation avec les conditions de la station forestière, selon le fichier écologique des essences.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Forêt	En cours	En cours
453	Promouvoir la diversification et l'irrégularisation des peuplements ainsi que la régénération naturelle.	Promouvoir la diversification et l'irrégularisation des peuplements ainsi que la régénération naturelle.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Forêt	En cours	En cours
454	Améliorer les connaissances relatives aux problématiques forestières ainsi que les outils de gestion et d'aide à la décision.	Améliorer les connaissances relatives aux problématiques forestières ainsi que les outils de gestion et d'aide à la décision.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Forêt	En cours	En cours
455	Développer des outils légaux permettant une meilleure gestion et prévention des crises en forêt.	Développer des outils légaux permettant une meilleure gestion et prévention des crises en forêt.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Forêt	En cours	En cours

700	Maintenir les fonctions écosystémiques de la forêt à travers les 3 mesures suivantes de la PAC: 353 - Aides aux investissements pour les entreprises de travaux forestiers et pour les entreprises d'exploitation forestière (première transformation du bois) 357 - Aides aux investissements dans des infrastructures sylvicoles liés au changement climatique (dessertes forestières) 342 - Paiement au titre de Natura 2000 en zone forestière	Maintenir les fonctions écosystémiques de la forêt à travers les 3 mesures suivantes de la PAC: 353 - Aides aux investissements pour les entreprises de travaux forestiers et pour les entreprises d'exploitation forestière (première transformation du bois) 357 - Aides aux investissements dans des infrastructures sylvicoles liés au changement climatique (dessertes forestières) 342 - Paiement au titre de Natura 2000 en zone forestière	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture	En cours	En cours
702	Révision du cahier des charges des ventes de bois en cours. Encourager les exploitations sur cloisonnements et l'utilisation de la traction chevaline.	Améliorer la préservation des sols à travers le cahier des charges des ventes de bois. Veiller notamment à ne pas porter atteinte à la régénération forestière en présence et minimiser l'impact de l'exploitation sur le sol forestier.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Forêt	En cours	En cours
461	Couverture minimale du sol pour éviter le sol nu dans les périodes les plus sensibles.	Couverture minimale du sol pour éviter le sol nu dans les périodes les plus sensibles.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture	En cours	En cours
721	Amélioration et maintien du carbone organique dans les sols : rémunération annuelle basée sur la mesure du rapport COT (carbone organique total)/argile du sol, avec un bonus en cas d'évolution favorable.	Amélioration et maintien du carbone organique dans les sols : rémunération annuelle basée sur la mesure du rapport COT (carbone organique total)/argile du sol, avec un bonus en cas d'évolution favorable.	Oui	Oui	Anne-Catherine DALCQ	Agriculture	En cours	En cours
722	Améliorer le suivi du carbone dans les sols.	Améliorer les techniques de suivi du Carbone organique des sols par télédétection dans les terres arables (report de 2025).	Oui	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	En cours	En cours
464	Favoriser les initiatives publiques innovantes de transport collectifs en zone rurale (mini)-bus à la demande, taxis sociaux, etc. notamment en organisant et coordonnant le secteur du transport des personnes à la demande.	Développer le transport public à la demande.	Non	Oui	François DESQUESNES	Mobilité	En cours	En cours
465	Favoriser la mutualisation des voitures de service des flottes publiques.	Favoriser la mutualisation des voitures de service des flottes publiques.	Oui	Non	Jacqueline GALANT	Gestion mobilière SPW	En cours	Implémenté
30	Encourager les communes à intégrer, dans leur schéma de développement communal, des objectifs de densité, l'infrastructure verte, les centralités et mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités.	Encourager les communes à intégrer, dans leur schéma de développement communal, des objectifs de densité, l'infrastructure verte, les centralités et mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités.	Oui	Fusionnée avec mesure 613	François DESQUESNES	Développement territorial, Pouvoirs locaux	En cours	En cours
612	Instaurer un monitoring annuel de l'évolution de l'artificialisation et de l'étalement urbain par les fonctionnaires délégués.	Instaurer un monitoring annuel de l'évolution de l'artificialisation et de l'étalement urbain par les fonctionnaires délégués.	Oui	Oui	François DESQUESNES	Développement territorial	En cours	En cours
613	Encourager les communes à intégrer, dans leur schéma de développement communal, des objectifs de densité, l'infrastructure verte, les centralités et mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités.	Encourager les communes à intégrer, dans leur schéma de développement communal, des objectifs de densité, l'infrastructure verte, les centralités et mesures guidant l'urbanisation dans et en dehors de ces centralités.	Oui	Oui	François DESQUESNES; Cécile NEVEN	Développement territorial, Climat	En cours	En cours
118	La mesure 118 du PACE vise à optimiser les espaces urbains et de loisirs pour réduire les émissions liées aux déplacements touristiques. Elle encourage l'accessibilité des sites via les mobilités actives et les transports en commun, tout en stimulant le tourisme local. Statuts des actions touristiques de proximité et bas carbone en cours Différents acteurs territoriaux et touristiques jouent un rôle clé dans l'offre de tourisme durable et développent des projets qui favorisent la mobilité bas carbone et l'intermodalité : Parcs nationaux de Wallonie • Itinéraires pour randonneurs, cyclistes et cavaliers : circuits pédestres, vtt et équestres balisés (dont réseau points-nœuds pédestres), itinéraires au départ des gares, intégration aux réseaux régionaux existants (PAVeL, EuroVelo, GR...). • Aménagements et infrastructures : parkings voitures relais en périphérie des zones touristiques et naturelles, parkings vélos sécurisés. • Intermodalité et transports publics : schéma de mobilité (Parc national de la Semois), navettes saisonnières, offre de transport à la demande, soutien à l'optimisation du réseau de transports en commun vers et entre les portes d'entrée des Parcs nationaux, stations de location de vélos électriques et de bornes de recharge. • Outils numériques : cartes interactives et guides numériques, intégration des offres intermodales dans les plateformes touristiques. Massifs forestiers - Forêts d'Ardenne - • Itinéraires pour randonneurs : randonnées accessibles en train (16 parcours - Train & Sac à dos - - 280 km, 13 gares), outil de planification points-nœuds pédestres (Grande Forêt de Saint-Hubert). Intermodalité et transports publics : soutien au renforcement de l'offre en transports en commun et de l'accès à l'information d'offre intermodale. Projets européens • Slowtourisme en Grande Région : structuration d'une destination slowtourisme et développement des mobilités douces, optimisation des itinéraires cyclables/pédestres autour des services touristiques. • Charte Européenne du Tourisme Durable : 4 Parcs naturels engagés dans la mise en place la Charte Européenne du Tourisme Durable et le développement de produits touristiques spécifiques (offre durable en sites Natura 2000, offre « Zéro carbone », randonnée durable et tourisme de terroir 100% durable). Liens avec le Code wallon du Tourisme L'entrée en vigueur du nouveau Code wallon du Tourisme agit comme un catalyseur pour la mesure 118 du PACE. En simplifiant les procédures, en renforçant les soutiens et en inscrivant la durabilité au cœur du dispositif, le Code wallon du Tourisme permet aux acteurs locaux de proposer un tourisme de proximité plus attractif et responsable. Il participe à la transformation du secteur touristique en acteur de la transition écologique en favorisant des offres et produits touristiques bas carbone.	La mesure 118 du PACE vise à favoriser le tourisme durable au travers notamment : - d'itinéraires pour randonneurs, cyclistes et cavaliers : circuits pédestres, vtt et équestres balisés (dont réseau points-nœuds pédestres), intégration aux réseaux régionaux existants (PAVeL, EuroVelo, GR...). - Slowtourisme: structuration d'une destination slowtourisme et développement des mobilités douces, optimisation des itinéraires cyclables/pédestres autour des services touristiques. - Charte Européenne du Tourisme Durable : 4 Parcs naturels engagés dans la mise en place la Charte Européenne du Tourisme Durable et le développement de produits touristiques spécifiques	Oui	Oui	Valérie LESCENIER	Tourisme	En cours	En cours
610	Créer une journée "Wallonie sans voiture".	Créer une journée "Wallonie sans voiture".	Oui	Oui	François DESQUESNES	Mobilité, Pouvoirs locaux	En cours	En cours
499	Mettre l'accent sur la qualité des aménagements en faveur des piétons. La conception des infrastructures dédiées aux piétons doit notamment répondre aux critères : - sécurité (visibilité, lisibilité, protection vis à vis du trafic, aménagements séparés des flux cyclistes sur les voiries de liaisons interurbaines ou entre quartiers, continuité et éclairage adapté des cheminements, aménagement prioritaire des traversées dangereuses); - rapidité (priorisation des piétons en fonction des flux, cheminements directs, sans détours, phase verte plus longue aux feux pour les traversées piétonnes et en une seule fois)	Mettre l'accent sur la qualité des aménagements en faveur des piétons. La conception des infrastructures dédiées aux piétons doit notamment répondre aux critères : - sécurité (visibilité, lisibilité, protection vis à vis du trafic, aménagements séparés des flux cyclistes sur les voiries de liaisons interurbaines ou entre quartiers, continuité et éclairage adapté des cheminements, aménagement prioritaire des traversées dangereuses); - rapidité (priorisation des piétons en fonction des flux, cheminements directs, sans détours, phase verte plus longue aux feux pour les traversées piétonnes et en une seule fois)	Oui	Oui	François DESQUESNES	Mobilité	En cours	En cours
552	Réduire la vitesse de circulation au bénéfice de la collectivité : - En étroite concertation avec les communes, déployer des zones apaisées dans les agglomérations, et en particulier les zones 30 - Rendre le contrôle de la vitesse plus efficace afin de réduire la vitesse effective sur les routes	Réduire la vitesse de circulation au bénéfice de la collectivité : - En étroite concertation avec les communes, déployer des zones apaisées dans les agglomérations, et en particulier les zones 30 - Rendre le contrôle de la vitesse plus efficace afin de réduire la vitesse effective sur les routes	Oui	Oui	François DESQUESNES	Sécurité routière, Pouvoirs locaux, Mobilité	En cours	En cours
767	Mettre en place des projets visant à accompagner les ménages vulnérables dans la transition climatique, en adaptant les processus aux réalités de vie des ménages et en privilégiant les échelles d'actions collectives.	Mettre en place des projets visant à accompagner les ménages vulnérables dans la transition climatique, en adaptant les processus aux réalités de vie des ménages et en privilégiant les échelles d'actions collectives.	Oui	Oui	Cécile NEVEN	Climat, Energie	En cours	En cours
361	Poursuivre les actions d'information et de sensibilisation aux enjeux de la transition climatique, notamment dans sa dimension systémique et sur la question de l'adaptation, dans les écoles primaires et l'étendre aux écoles secondaires et du supérieur, et dans le cadre des formations en alternance.	Poursuivre les actions d'information et de sensibilisation aux enjeux de la transition climatique, notamment dans sa dimension systémique et sur la question de l'adaptation, dans les écoles primaires et l'étendre aux écoles secondaires et du supérieur, et dans le cadre des formations en alternance.	Oui	Oui	Yves COPPIETERS; Cécile NEVEN	Education à l'environnement, Développement durable	En cours	En cours
362	Dispositif Wallonie Compétences d'avenir (PRW22).	Dispositif Wallonie Compétences d'avenir (PRW22).	Oui	Non	Pierre-Yves JEHOLET	Emploi, Centre de compétences	En cours	Implémenté
768	Intégrer, dans les actions de communication relatives aux métiers de la transition, la dimension de la promotion de l'équilibre des genres dans les métiers de la transition.	Intégrer, dans les actions de communication relatives aux métiers de la transition, la dimension de la promotion de l'équilibre des genres dans les métiers de la transition.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Education à l'environnement	Non entamé	Non entamé
1	Inciter à la mutualisation d'infrastructures sportives subsidiées (partenariats communes/clubs sportifs/écoles et/ou projets supra-communaux)	Inciter à la mutualisation d'infrastructures sportives subsidiées (partenariats communes/clubs sportifs/écoles et/ou projets supra-communaux)	Oui	Oui	Jacqueline GALANT	Infrasports	En cours	En cours
475	Poursuivre le développement concerté avec les organisations syndicales, et le cas échéant en co-construction avec les agents, d'espaces adaptés aux nouveaux modes d'organisation du travail dont le coworking, décentralisés et permettant aussi une mixité de services et fonctions sur un même lieu, proche du domicile.	Poursuivre le développement concerté avec les organisations syndicales, et le cas échéant en co-construction avec les agents, d'espaces adaptés aux nouveaux modes d'organisation du travail dont le coworking, décentralisés et permettant aussi une mixité de services et fonctions sur un même lieu, proche du domicile.	Oui	Oui	Jacqueline GALANT	fonction publique, gestion immobilière et mobilière SPW	En cours	En cours
571	Encourager une alimentation saine, diversifiée, durable et locale en incluant notamment davantage de fruits et légumes et des options végétariennes dans les différents événements organisés par les autorités et administrations régionales ou subsidiées par la région.	Encourager une alimentation saine, diversifiée, durable et locale dans les différents événements organisés par les autorités et administrations régionales ou subsidiées par la région.	Oui	Oui	Yves Coppieters	Alimentation	Non entamé	Non entamé

697	Renforcer le devoir de vigilance des entreprises en soutenant un cadre européen ambitieux et un suivi effectif des Plans Climat des grandes entreprises, tout en assurant, par notre participation active aux discussions sur le paquet législatif 'Omibus' de l'UE, à concilier durabilité, compétitivité et simplification administrative.	Renforcer le devoir de vigilance des entreprises en soutenant un cadre européen ambitieux et un suivi effectif des Plans Climat des grandes entreprises, tout en assurant, par notre participation active aux discussions sur le paquet législatif 'Omibus' de l'UE, à concilier durabilité, compétitivité et simplification administrative.	Oui	Oui	Adrien DOLIMONT; Pierre-Yves JEHOLET	International, Entreprises	En cours	En cours
719	Pour ce qui concerne le développement des aéroports wallons : -Pour les vols, réduire les émissions en tenant compte des décisions adoptées par les instances internationales compétentes ; -Pour les infrastructures, le gouvernement soutient la volonté des deux sociétés de gestion (BSCA et Liège-Airport) dans leur souhait de faire des deux aéroports wallons des aéroports zéro carbone d'ici à l'horizon 2030.	Pour ce qui concerne le développement des aéroports wallons : -Pour les vols, réduire les émissions en tenant compte des décisions adoptées par les instances internationales compétentes ; -Pour les infrastructures, le gouvernement soutient la volonté des deux sociétés de gestion (BSCA et Liège-Airport) dans leur souhait de faire des deux aéroports wallons des aéroports zéro carbone d'ici à l'horizon 2030.	Non	Oui	Cécile NEVEN	Aéroports	En cours	En cours
G2	En cas de pic de pollution printanier ou saisonnier, rappeler et communiquer les bonnes pratiques visant à limiter l'évaporation d'ammoniac résultant des épandages printaniers de fertilisants azotés sur les champs.	En cas de pic de pollution printanier ou saisonnier, rappeler et communiquer les bonnes pratiques visant à limiter l'évaporation d'ammoniac résultant des épandages printaniers de fertilisants azotés sur les champs.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	Non entamé	En cours
G6	Accompagner les usagers pro et non pro des PPP à réduire leurs usages et, en dernier recours, quand un usage est nécessaire, les former à le faire dans les meilleures conditions pour leur santé et celle de l'environnement.	Accompagner les usagers pro et non pro des PPP à réduire leurs usages et, en dernier recours, quand un usage est nécessaire, les former à le faire dans les meilleures conditions pour leur santé et celle de l'environnement.	Oui	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	En cours	En cours
E2	Interdire le brûlage des déchets verts et autres déchets prévu dans le décret "déchets", à l'exclusion des manifestations culturelles et folkloriques.	Interdire le brûlage des déchets verts et autres déchets prévu dans le décret "déchets", à l'exclusion des manifestations culturelles et folkloriques.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	Implémenté	Implémenté
C1	Dans le domaine résidentiel, interdire l'installation de nouveaux feux ouverts à bois (classique par opposition aux appareils à combustion en chambre fermée comme les poêles à bois, ou les inserts/cassettes) à partir de 2024, à l'exception des biens patrimoniaux classés.	Dans le domaine résidentiel, renforcer progressivement l'encadrement des systèmes de chauffage au bois afin de réduire les émissions de particules fines	Non	Oui	Yves COPPIETERS; Cécile NEVEN	Environnement, Energie	En retard	En cours
C10	Encourager la création d'un label pour le bois de chauffage intégrant des critères de qualité (dont l'humidité) et d'origine afin de valoriser et promouvoir un bois de chauffage local de qualité.	Encourager la création d'un label pour le bois de chauffage intégrant des critères de qualité (dont l'humidité) et d'origine afin de valoriser et promouvoir un bois de chauffage local de qualité.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	Non entamé	Non entamé
F2	Réviser les exigences en termes de performances environnementales et les valeurs limites d'émission dans les permis d'environnement dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive sur les émissions industrielles révisée (IED 2.0), en tenant compte de la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles (MTD), en encourageant l'application de techniques émergentes et en tenant compte des critères de la qualité de l'air.	Réviser les exigences en termes de performances environnementales et les valeurs limites d'émission dans les permis d'environnement dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive sur les émissions industrielles révisée (IED 2.0), en tenant compte de la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles (MTD), en encourageant l'application de techniques émergentes et en tenant compte des critères de la qualité de l'air.	Oui	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	En cours	En cours
I1	En collaboration avec les deux autres régions, mener des campagnes de mesures en conditions réelles des émissions des véhicules pour mieux identifier les fraudes de filtres à particules.	En collaboration avec les deux autres régions, mener des campagnes de mesures en conditions réelles des émissions des véhicules pour mieux identifier les fraudes de filtres à particules.	Non	Oui	Yves COPPIETERS; François DESQUESNES	Environnement, Sécurité routière	En cours	En cours
I2	Renforcement des contrôles des FAP et des SCR via des campagnes de remote sensing, en particulier pour les camions (Heavy Duty Vehicles-HDV) sur autoroutes.	Renforcement des contrôles des FAP et des SCR via des campagnes de remote sensing, en particulier pour les camions (Heavy Duty Vehicles-HDV) sur autoroutes.	Non	Oui	Yves COPPIETERS; François DESQUESNES	Environnement, Sécurité routière	En cours	En cours
A1	Renforcer le monitoring des HAP, PCB, PCDD/PCDF et des polluants émergents cancérigènes et peu ou non monitorés jusqu'à présent, en qualité de l'air ambiant pour les HAP et autour de zones problématiques pour les PCB/PCDD/PCDF.	Renforcer le monitoring des HAP, PCB, PCDD/PCDF et des polluants émergents cancérigènes et peu ou non monitorés jusqu'à présent, en qualité de l'air ambiant pour les HAP et autour de zones problématiques pour les PCB/PCDD/PCDF.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	En retard	En cours
A2	Etudier les besoins en surveillance des pesticides dans l'air. Sur cette base, élaborer un plan de mise en place de cette surveillance en faisant appel aux moyens disponibles de la région et/ou à des collaborations avec des organismes compétents en matière de pesticides en support à d'éventuelles nouvelles actions du Plan Wallon de Réduction des Pesticides et du plan fédéral (NAPAN).	Etudier les besoins en surveillance des pesticides dans l'air. Sur cette base, élaborer un plan de mise en place de cette surveillance en faisant appel aux moyens disponibles de la région et/ou à des collaborations avec des organismes compétents en matière de pesticides en support à d'éventuelles nouvelles actions du Plan Wallon de Réduction des Pesticides et du plan fédéral (NAPAN).	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	En cours	En cours
A3	Mener un projet de science participative de mesure de la qualité de l'air à l'échelle wallonne, accompagné par une équipe scientifique pluridisciplinaire, et avec consultation des secteurs.	Mener un projet de science participative de mesure de la qualité de l'air à l'échelle wallonne, accompagné par une équipe scientifique pluridisciplinaire, et avec consultation des secteurs.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	En retard	En cours
A4	Envisager de nouvelles stations de mesures de la qualité de l'air dans les prochaines années en fonction des sources ou zones problématiques identifiées par les outils/campagnes de mesure low-cost ou modélisation.	Envisager de nouvelles stations de mesures de la qualité de l'air dans les prochaines années en fonction des sources ou zones problématiques identifiées par les outils/campagnes de mesure low-cost ou modélisation.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	Non entamé	En cours
A5	Améliorer les connaissances sur la caractérisation en temps réel des particules fines et ultrafines et leur origine.	Améliorer les connaissances sur la caractérisation en temps réel des particules fines et ultrafines et leur origine.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	En retard	En cours
A6	Mesure de l'impact de la pollution sur les écosystèmes : augmenter le nombre de points de prélèvements pour les écosystèmes sous-représentés au sein du réseau actuel (zones humides, prairies permanentes, zones de cultures, landes) en collaboration avec le SPWARNE.	Mesure de l'impact de la pollution sur les écosystèmes : augmenter le nombre de points de prélèvements pour les écosystèmes sous-représentés au sein du réseau actuel (zones humides, prairies permanentes, zones de cultures, landes) en collaboration avec le SPWARNE.	Non	Oui	Yves COPPIETERS	Environnement	Non entamé	Non entamé
NEW-1	Développer l'usage de la voiture partagée : - Amplifier les efforts pour le développement (qualitatif et quantitatif) des infrastructures, comme des aires de covoiturage et des stations d'autopartage, mais également des infrastructures en ligne dédiées (bandes réservées) - En concertation avec les communes, favoriser le stationnement des voitures partagées	Développer l'usage de la voiture partagée : - Amplifier les efforts pour le développement (qualitatif et quantitatif) des infrastructures, comme des aires de covoiturage et des stations d'autopartage, mais également des infrastructures en ligne dédiées (bandes réservées) - En concertation avec les communes, favoriser le stationnement des voitures partagées	Oui	Oui	François DESQUESNES	Mobilité	En cours	En cours
NEW-2	Evaluer le plan Wallonie Cyclable Elaborer un nouveau plan Wallonie Cyclable	Adoption du nouveau plan Wallonie Cyclable.	Oui	Oui	François DESQUESNES	Mobilité	En cours	En cours
NEW-3	Accélérer l'électrification de la mobilité : - définir un roadmap pour atteindre les objectifs fixés dans le PACE - déployer un réseau de points de charge et une couverture du RTE-T pour les voitures et camions - électrifier la flotte de bus	Accélérer l'électrification de la mobilité : - définir un roadmap pour atteindre les objectifs fixés dans le PACE - déployer un réseau de points de charge et une couverture du RTE-T pour les voitures et camions - électrifier la flotte de bus	Oui	Oui	François DESQUESNES	Mobilité	En cours	En cours
NEW-4	Elaborer un nouveau contrat de service public pour la TEC afin d'augmenter le nombre d'utilisateurs.	Adoption du nouveau Contrat de service public de l'OTW.	Oui	Non	François DESQUESNES	Mobilité	En cours	Implémenté
NEW-7	Inciter les pouvoirs locaux à orienter leurs dépenses extraordinaires dans une perspective de réduction des émissions de GES.	Inciter les pouvoirs locaux à orienter leurs dépenses extraordinaires dans une perspective de réduction des émissions de GES.	Oui	Non	François DESQUESNES	Pouvoirs locaux	En cours	Implémenté
NEW-8	Réformer le décret voiries afin notamment de faciliter les travaux d'isolation par l'extérieur des bâtiments impliquant un empiètement sur le domaine public.	Réformer le décret voiries afin notamment de faciliter les travaux d'isolation par l'extérieur des bâtiments impliquant un empiètement sur le domaine public.	Oui	Oui	François DESQUESNES	Infrastructures	En cours	En cours
NEW-9	Inciter à la rénovation énergétique des infrastructures sportives (PNRR).	Inciter à la rénovation énergétique des infrastructures sportives (PNRR).	Non	Oui	Jacqueline GALANT	Infraports	En cours	En cours
NEW-10		Soutenir les opérateurs de transport social à la demande dans l'électrification de leur flotte.	Non	Oui	François DESQUESNES	Mobilité		En cours
NEW-11		Soutenir le public précaire dans sa transition modale via l'octroi de chèques mobilité durable.	Non	Oui	François DESQUESNES	Mobilité		En cours
NEW-12		Travailler au sein de la Task Force CoDT à la simplification des procédures de permis en matière d'énergie renouvelable et d'isolation dans le secteur immobilier.	Non	Oui	François DESQUESNES; Cécile NEVEN	Développement territorial, Energie		En cours